

••• *C. Castaner à L'intérieur, retard à l'allumage ...*
L'Etat et les cyber-dangers : deux articles

Christophe Castaner : des pendules criminelles qui retardent

Suite à L'interview de leur ministre dans le *Journal du Dimanche* écoulé, inquiétude chez des patrons de la police et hauts cadres du ministère de l'Intérieur. Pour eux, le discours ministériel donne une pénible impression d'archaïsme et semble remonter à 2010, époque où la situation criminelle était toute autre. Pour ces familiers de la Place Beauvau, c'est le signe que le ministre méconnaît les affaires de sécurité et s'est fait "enfumer" par son cabinet-police, classique et courtisane dissimulation de la gravité de la situation. Voyons maintenant le contenu de l'entretien lui-même.

- *"Reconquérir, mètre carré par mètre carré, la souveraineté républicaine"*. Quel aveu. Elle est donc perdue, cette souveraineté ? Du fait de qui ? Ca remonte à quand ? Forte envie des experts d'en savoir plus là-dessus.
- Passage dans l'ordre protocolaire officiel, de la seconde à la dixième place : *"cela ne me semble pas très important"*, dit le ministre. Oh que si ! L'humiliant symbole est clairement perçu dans les territoires à "reconquérir", où les racailles ont des yeux pour voir et des antennes dans la France officielle (leurs avocats).
- *"Lutte contre la délinquance du quotidien"* : Pour M. Castaner comme pour la presse-Macron, le crime n'existe pas. Seule en cause, une aimable "délinquance", édulcorant bien connu de la gauche-caviar et des médias du régime.
- *"Quand vous mettez trente policiers de plus dans un quartier, ça change tout"*. Oh que non. Ce propos reflète une classique illusion policière, l'afflux policier faisant jouer l'effet de déplacement - et courir les policiers après des voyous plus mobiles et flexibles qu'eux. Voir la place Stalingrad à Paris, et aussi Sevran, depuis deux décennies.
- *"Partout où l'on voit que la République recule, il faut agir"*. Triste logique réactionnaire-statique : réprimer le crime n'est pas attendre que le pire advienne, ni courir derrière les réseaux sociaux et les médias ; c'est anticiper, prévenir.

Sinon, nulle allusion aux bandes, d'usage ethnique, formant 80% du problème de sécurité publique en France. Ainsi, la police-Castaner semble vouée à combattre des fantômes.

• Inquiétant : à la question "avez-vous reçu une feuille de route ?" pas de réponse, hors les platitudes d'usage. M. Castaner est-il en roue libre ?

Au total, nulle stratégie de sécurité claire mais de la maintenance, des propos convenus, de la continuité banale. Or les quartiers à "reconquérir" ne sont pas une simple affaire de maintien de l'ordre, ni de commissariats à repeindre. Et le lancinant *leitmotiv* "sans faiblesse... aucune faiblesse..." ne se déclame pas, il se prouve. Exemple, les homicides et tentatives à l'arme blanche, qui augmentent sérieusement.

LA FRANCE COUPE-GORGE (*stricto sensu*) - Homicides et tentatives à l'arme blanche, septembre et jusqu'au 21/10/2018.

Criminels... déséquilibrés... radicalisés... Petit échantillon de leurs crimes

5 septembre - Un pompier de Paris en intervention est poignardé à mort par un déséquilibré (son coéquipier, sérieusement blessé).

10 septembre - Montpellier, Un père rabroue de jeunes Albanais ayant racketté son fils, il est gravement poignardé au thorax.

11 sept. - Paris, Un migrant afghan déséquilibré blesse quatre personnes à l'arme blanche.

11 sept. - Paris, un SDF blesse un postier à la gorge à coup de ciseaux, et une passante.

15 sept. - Lomme (Nord) 1 jeune homme reçoit 23 coups de couteau et meurt.

18 septembre - Sevrans, un jeune homme de 19 ans est poignardé à mort lors d'une agression.

22 septembre - Tours, un jeune homme est poignardé à mort dans la file d'attente d'un McDO, par un autre client.

24 sept. - Paris, un garçon de 17 ans est poignardé à mort pour une affaire de trottinette.

24 septembre - Juvisy (Essonne) un jeune homme de 20 ans est tué d'un coup de couteau au ventre, près du commissariat.

24 sept. - Ajaccio, un homme gravement blessé à l'arme blanche.

25 sept. - Rosporden-centre (Finistère) Un jeune homme de 21 ans est poignardé à mort.

26 sept. - Clermont-Ferrand centre, un jeune homme de 21 ans est mortellement poignardé.

26 sept. - Brunoy (Essonne) un adolescent de 15 ans attendant le RER est lynché (marteaux, armes blanches) par 6 voyous ; coma prolongé et vol de sa sacoche (40€).

27 sept. - Lille, le chauffeur d'un camion poubelle klaxonne une camionnette qui lui bloque la voie : blessé gravement à l'arme blanche.

27/09 - Rodez, un rodeur poignarde à mort le chef de la police municipale, 45 ans, 3 enfants.

27 sept. - Montpellier, 2 élèves du lycée Léonard De Vinci sortant des cours sont poignardés par des voyous en bande.

28 sept. - Dans le Gard, le patron d'un bar est gravement blessé au thorax (couteau) par une femme de 21 ans, pour "nuisances sonores".

29 sept. - Metz, un jeune homme de 20 ans est poignardé à mort en pleine rue.

1e octobre - Langolen (Finistère) un septuagénaire poignardé à mort.

1e oct. - Oyonnax (Ain) un homme poignarde à mort son épouse.

3 oct. - Nancy, un jeune homme est poignardé à mort sur un Parking.

7 oct. - Concarneau, Finistère, un homme est gravement poignardé au flanc gauche.

7 oct. - Marseille, un homme de 28 ans est poignardé au thorax et à la cuisse.

8 oct. - dans le métro parisien, un policier est blessé à l'arme blanche.

9 oct. - Nice, un homme de 47 ans sérieusement blessé à l'arme blanche.

17 oct. - Libourne, un homme est grièvement blessé de plusieurs coups de couteau.

18 oct. - Rosny-sous-Bois, 1 trentenaire est lardé de multiples coups de couteau par un adolescent tunisien.

19 oct. - dans le tramway de Brest, un agent de sécurité est poignardé à l'épaule.

21 oct. - Nogent, un Afghan "fou" poignarde 4 de ses invités, à son foyer pour migrants.

L'Etat et les cyber-menaces : peut mieux faire

• Le ministère de l'Intérieur souhaite renforcer les capacités numériques d'investigation des policiers, gendarmes et douaniers. Aujourd'hui, les moyens alloués aux autorités pour lutter contre le cyber-crime sont-ils suffisants ?

Le sommet de notre Etat est peuplé de gens nés avant l'ère digitale, comprenant mal l'immense révolution en cours. Pour eux, le cyber-crime est un problème parmi d'autres, une malfeasance de plus. Sauf exception, ces gouvernants n'ont pas digéré que toute l'architecture de la société n'est plus qu'un immense et proliférant enchevêtrement d'ordinateurs de toute taille, du calculateur géant à l'ordinateur portable et que là est l'effort de sécurité majeur des décennies à venir.

Votre banque, la météorologie nationale, l'hôpital qui vous soigne, la caisse qui verse vos prestations, la compagnie aérienne de vos vacances et l'aéroport où stationnent ses avions, tous ces prestataires de services, entreprises, etc. gardent peut-être des façades d'avant la société de l'information - mais désormais, leur cœur est à 100% numérique donc leurs fragilités et les nôtres, aussi.

Partant, l'appareil d'Etat devrait diviser en deux ses budgets de défense-sécurité : moitié pour le monde physique, moitié pour le numérique. Faire l'un sans l'autre est absurde. Hier, le *General Accounting Office* de Washington (une super-Cour des comptes américaine) révélait que les systèmes d'armes d'avant-garde des Etats-Unis - nucléaires y compris (facture, plus de 1 000 milliards de dollars) - avaient été piratés par des *hackers* qui, ayant percé leurs "protections", avaient changé leurs écrans en façade de flipper, exigeant deux pièces de 25 cents pour continuer la partie...

La vérité - nous le disons depuis des années - est qu'aujourd'hui le cybermonde c'est la Banque de France moins les coffres forts. Il suffit de se servir quand on sait faire. Voyez les géant *Facebook*, et *Google*, leurs centaines de milliards de dollars de capitalisation et la foule de cyber-génies à leur solde. Cette semaine, on apprenait que *Facebook* s'était fait piquer 14 millions de comptes de ses clients, avec données personnelles. D'usage, on réalise ensuite que c'est le double ou le triple. Il suffit d'attendre. Et *Google* obligé de fermer *Google+*, désossé par des pirates. C'est pareil toutes les semaines.

• Comment expliquer cette pénurie ? Est-ce une question de vision du sommet ?

Tant que la prise de conscience évoquée ci-dessus ne sera pas faite, on négotera. On continuera à édifier une ligne Maginot numérique, confiée à des ingénieurs super-compétents - mais sans culture criminologique, donc un peu naïfs face aux pirates. C'est une classique affaire de décision politique. Chacun sait (depuis Carl Schmitt) qu'"est souverain celui qui désigne l'ennemi". Plus largement : pénurie de moyens ? J'ignore - et je soupçonne que nul ne sait vraiment. Il faudrait d'abord un audit, suivi d'un diagnostic - après, déterminer l'effort financier à faire. Là, j'ai le pénible sentiment

qu'on évoque des sommes, en plein brouillard.

• *Quels investissements prioritaires devraient être faits pour lutter contre le "grand" cyber crime mais aussi contre la délinquance numérique au quotidien ?*

L'investissement crucial est humain. Il faut créer ouvertement - le secret est grotesque quand tout est piratable - une unité de renseignement numérique, pas une bureaucratie, un groupe expert dans un dispositif existant, l'ANSSI irait bien ; groupe voué à étudier l'ennemi numérique *et le dire* : qui sont les pirates dangereux ? Ou sont ils et que font-ils ? On devrait y arriver : dès 1914, l'Amirauté britannique créait "*Room Forty*", la "salle 40", pour percer les secrets de la flotte allemande de haute mer - ce que la "salle 40" fit fort bien. Identifions d'abord les pirates les plus toxiques ; sachons clairement attribuer les actes hostiles. Une *Room Forty* numérique, voilà pour moi ce qu'il nous faut.

• *Des pays réussissent-ils mieux que la France, en l'espèce ?*

Je n'ai pas à distribuer des prix. j'observe que les pays qui réussissent en la matière ne sont pas paralysés par le politiquement correct, ni fascinés par les préciosités de langage. Des menaces de paralysie totale de notre pays existent bel et bien. Les voici, pour que ça soit clair. L'état d'un pays moderne, peu après un *blitzkrieg* réussi sur ses infrastructures énergétiques critiques, désormais à 100% informatisées. Le pays est débranché, effondré, avant même le premier coup de feu :

- Effacement de données cruciales,
- Pillage d'informations sensibles,
- Paralysie d'infrastructures critiques,
- Capacités militaires atteintes,
- Plus d'électricité au bureau ni à la maison,
- Plus de services télécom, de téléphones portables ni d'Internet,
- Plus de services d'urgence ni de sécurité civile,
- Plus de trains ni de métros,
- Panne des dispositifs hospitaliers et de santé publique,
- Plus de feux de trafic,
- Plus de réseaux financiers, cartes de paiement ni distributeurs de billets,
- Plus d'essence dans les stations,
- Comptes en banque inaccessibles,
- Plus de contrôle des barrages hydrauliques, éoliennes, fermes solaires, etc.
- Arrêt des usines de traitement des eaux & ordures (ménagères, industrielles),
- Plus d'appels possibles à la police (d'où, émeutes et pillages de masse),
- Plus de réfrigérateurs ni d'approvisionnement des grandes surfaces (nourriture épuisée en une semaine).

Au lecteur de décider si le cyber est une menace fantôme.

Et si la politique de l'autruche est le moyen optimal de l'éluder.